

Service de l'Actualité des Marchés

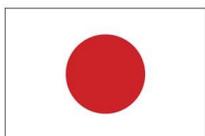
Récents développements sur les marchés des produits bois africains

Volume 1, Numéro 4, novembre 2015



Le Service de l'actualité des marchés (MNS) est le produit d'un projet de l'OIBT (PD 700/13(I) Rev1 Phase1) financé par le Gouvernement japonais.

Le MNS constitue seulement l'un des produits de ce projet qui a pour objectif général d'éliminer les contraintes limitant l'expansion de la fabrication et du commerce de produits bois chez les producteurs africains.



**From
the People of Japan**

Sommaire

Dans la région	
Afrique centrale et de l'Ouest	2
Ghana	3
Afrique du Sud	4
Nigéria	6
Algérie	6
Chez les concurrents	
Malaisie	7
Myanmar	7
Brésil	8
Récemment sur le marché	
Chine	9
Inde	10
UE	11
Amérique du Nord	14
Devises et abréviations	15
Indices des prix	16

Principaux titres

	<i>Page</i>
La Commission forestière du Ghana entame un programme de plantations	3
Les bois de feuillus tropicaux confrontés à une concurrence grandissante	4
Le PTP va dopper la fabrication malaisienne	7
En Chine, la contraction se poursuit dans la production manufacturière	9
<i>La longue marche vers la qualité</i> : la Chine lance une campagne sur la qualité des produits	9
En Inde, des modifications de la politique pourraient stimuler le développement de logements abordables dans le secteur privé	10
Dans la construction européenne, l'activité se paralyse	11
Selon l'ATIBT, des obstacles de poids entravent le commerce intra-africain	13
L'industrie nord-américaine se félicite de l'accord de Partenariat trans-Pacifique	14

Afrique centrale et Afrique de l'Ouest

En Chine, les acheteurs restent en retrait

Les producteurs ouest-africains signalent que les acheteurs pour le marché chinois demeurent toujours en retrait, de sorte que les scieries réduisent leur extraction de grumes ainsi que la production pour tenter de maintenir les prix à leur niveau actuel.

On rapporte que des acheteurs intéressés par l'achat de sciages d'okoumé offrent des prix nettement en deçà des contrats précédents. Certaines scieries acceptent les offres à prix réduit, mais uniquement pour de petits volumes.

Au Moyen-Orient, les stocks en chute

Sur la plupart des grands marchés du Moyen-Orient, l'activité dans le bâtiment et la construction demeure dynamique, ce qui maintient la demande de la part des constructeurs de la région. Les importateurs du Moyen-Orient s'appuient sur un réseau régional de distribution efficace pour alimenter leurs clients et des informations indiquent que le flux des produits bois y est si fluide que les stocks sont absorbés.

Alors que les niveaux des stocks baissent au Moyen-Orient, en Afrique de l'Ouest et centrale, les producteurs anticipent une hausse des commandes, ce malgré l'attitude des acheteurs qui restent prudents compte tenu de l'offre récente de meranti à bas prix.

Les marchés de l'UE soutiennent la stabilité des prix

Les producteurs indiquent que, sur les marchés européens, la demande est ferme et les prix stables, une conjoncture qui les aide à maintenir leurs niveaux de prix sur les autres marchés.

La demande en grumes et sciages d'okoumé destinés au marché chinois est lente et les prix n'ont pas remonté. Les prix FOB de l'okan et du sapele sont également sous pression sur fond de ralentissement de la demande mais, pour la plupart des autres bois, les prix restent stables.

Des opportunités en Inde

Si l'Inde est désormais un grand importateur de grumes tropicales, les transporteurs de l'Afrique de l'Ouest et centrale ont peu capté le marché des grumes dans ce pays, à l'exception du teck de plantation et de petites quantités de gmelina.

Le Gouvernement indien ambitionne d'accroître la construction de logements, ce qui entraînera une demande accrue en produits bois et ouvrira des opportunités aux producteurs d'Afrique centrale et de l'Ouest.

Le développement du commerce entre l'Afrique et l'Inde était à l'ordre du jour du troisième Sommet indo-africain tenu à New Delhi en octobre. Cette rencontre a été saluée comme étant l'interaction la plus complète de l'Inde avec les pays africains.

Pour en savoir plus, consulter:

<http://www.businessinsider.in/6-reasons-why-the-Indo-Africa-Forum-Summit-is-more-important-than-you-would-imagine/articleshow/49594430.cms>

Les exportations africaines en direction de l'Inde sont moindres que celles destinées à la Chine, une situation qui pourrait changer face au ralentissement de la croissance chinoise.

D'un modeste 1 milliard \$EU en 1995, le commerce bilatéral indien avec l'Afrique est passé à 30 milliards \$EU en 2008 avant d'approcher aujourd'hui 60 milliards \$EU.

Les exportations de l'Afrique en direction de l'Inde ont progressé plus rapidement que dans le sens inverse, et six pays, Nigéria, Afrique du Sud, Angola, Égypte, Algérie et Maroc représentent la majeure partie des exportations africaines, principalement grâce au commerce du pétrole, du gaz et des minerais. Concernant les autres pays africains, l'Inde jouit d'un excédent commercial. Il semblerait qu'en Afrique, les exportateurs de bois bénéficient d'une opportunité autre que les exportations de teck sur le marché indien.

Prix des grumes à l'export sur le marché asiatique (FOB, €/m³)

West African logs, FOB	€ per m ³		
Asian market	LM	B	BC/C
Acajou/ Khaya/N'Gollon	230	230	160
Ayous/Obeche/Wawa	260	260	180
Azobe & Ekki	230	230	160
Belli	250	250	-
Bibolo/Dibétou	150	145	-
Iroko	330	290	260
Okoume (60% CI, 40% CE, 20% CS)	220	220	160
(China only)	335	-	-
Moabi	210	305	225
Movingui	160	210	160
Niove	250	160	-
Okan	220	210	-
Padouk	345	285	225
Sapele	305↓	305↓	220
Sipo/Utile	-	340	265
Tali	-	320	-

Prix des sciages à l'export (FOB, €/m³)

West African sawnwood, FOB	€ per m ³
Ayous FAS GMS	410
Bilinga FAS GMS	500
Okoumé FAS GMS	370
Merchantable	225
Std/Btr GMS	270
Sipo FAS GMS	610
FAS fixed sizes	610
FAS scantlings	640
Padouk FAS GMS	930
FAS scantlings	1000↑
Strips	680
Sapele FAS Spanish sizes	610
FAS scantlings	620
Iroko FAS GMS	610
Scantlings	690
Strips	440
Khaya FAS GMS	450
FAS fixed	460
Moabi FAS GMS	610
Scantlings	630
Movingui FAS GMS	420

Ghana

La Commission forestière du Ghana entame un programme de plantations

La Division des services forestiers de la Commission forestière (FC) a, une fois encore, lancé un nouveau programme massif de reboisement.

Sous le slogan *Push to Promote Reforestation*, la FC offre un appui financier et autres incitations destinés à stimuler les initiatives privées en matière de développement de plantations qui ciblent tout particulièrement les agriculteurs et les investisseurs du privé.

Ceux qui opteront pour ce dispositif recevront un appui financier et autres bonus en nature. La somme offerte dépendra de la surface à planter et les bénéficiaires recevront des paiements deux fois par an à la condition que les plantations soient entretenues.

M. Ebenezer Agyakwa, Responsable des relations clientèle de la Division des services forestiers, a déclaré que sa Division travaillait sur ce programme avec l'UE dans le cadre de son initiative liée aux crédits-carbone.

L'influx de devises étrangères n'est pas seulement une bonne nouvelle, dit l'AGI

Au cours de la seconde moitié d'octobre, le cedi s'est apprécié d'environ 1% face au dollar des États-Unis, dopé par la perspective d'un emprunt de 1,8 milliard \$EU sur le point d'être émis par le Syndicat du cacao. Cette tendance haussière de la valeur du cedi a également été encouragée par la quatrième émission fructueuse d'euro-obligations.

Si le renforcement du cedi a été acclamé comme une bonne nouvelle pour les entreprises manufacturières locales, l'Association des industries ghanéennes (AGI), de concert avec d'autres acteurs commerciaux, ont fait part de leurs inquiétudes à l'égard de l'augmentation constante de la valeur des emprunts contractés par le gouvernement.

L'AGI explique que l'endettement du gouvernement n'est pas une solution à long terme pour les maux financiers du pays et que mettre en place un environnement propice au commerce, réduire le gaspillage et passer au crible les dépenses publiques seraient de meilleurs moyens pour ce dernier de doper la croissance.

Toutefois, le Ministère des finances se dit optimiste que les réserves accrues du gouvernement stabiliseront le taux de change du cedi et conduiront à l'expansion de l'économie.

Une stratégie ambitieuse va créer 500 000 ha de plantations

Le Ghana a prévu de créer environ 500 000 ha de nouvelles plantations forestières d'ici à 2040. Dans le cadre d'une nouvelle approche multisectorielle – la Stratégie ghanéenne en faveur des plantations forestières –, des plans destinés aux secteurs public et privé prévoient le reboisement des forêts dégradées au moyen de plantations commerciales peuplées d'espèces arborescentes exotiques et indigènes.

Ce plan a été annoncé lors d'un Atelier consultatif sur le projet de Stratégie ghanéenne en faveur des plantations forestières (GFPS) pour 2015-2040. Cette stratégie cible l'entretien et la réhabilitation des plantations forestières existantes ainsi que la plantation d'enrichissement des réserves forestières sous-peuplées au moyen d'espèces arborescentes indigènes. Le projet de GFPS recense également les difficultés rencontrées sur les plantations lors des efforts menés antérieurement et définit l'orientation stratégique, les actions et les ressources permettant de les surmonter en vue d'aménager des plantations forestières productives et pérennes.

Dans sa présentation de la stratégie, Hugh Brown, le Directeur des opérations (Plantations) de la Division des forêts, a indiqué qu'elle fixe des objectifs sur la manière dont les ressources devraient être mobilisées pour renforcer les capacités et élargir le bassin de ressources humaines.

Cette stratégie offrira la possibilité de mettre en place une solide base de recherche afin d'assurer que le pays développe des espèces arborescentes à croissance rapide susceptibles de servir à développer les plantations forestières.

Dans le cadre d'un projet d'envergure nationale exécuté au titre du Programme national des plantations forestières 2002-2012, la Commission forestière avait privilégié les plantations forestières pour ralentir le rythme de déforestation, mais il n'avait guère été suivi d'effet en raison de l'absence d'une stratégie nationale portant sur le financement, la logistique, le suivi et la pérennité.

Malgré les contributions grandissantes d'autres secteurs de l'économie au PIB en 2014, le secteur forestier demeure le quatrième plus important contributeur.

Prix des plots à l'export (€/m³)

	Euro per m ³
Black Ofram	345
Black Ofram Kiln dry	437
Niangon	490
Niangon Kiln dry	520

Prix des placages de déroulage à l'export (FOB, €/m³)

Rotary Veneer, FOB	€ per m ³	
	CORE (1-1.9 mm)	FACE (>2mm)
Ceiba	335	400
Chenchen	462	565
Ogea	493	535
Essa	325	530
Ofram	350	406

Note: les épaisseurs inférieures à 1 mm sont majorées de 5%.

Prix des placages tranchés à l'export (FOB, €/m²)

Sliced Veneer, FOB	€ per sq. m	
	Face	Backing
Afromosia	1.19	0.91
Asanfina	1.40	0.35
Avodire	3.00	0.34
Chenchen	1.10	0.50
Mahogany	2.40	1.00
Makore	0.89	0.60
Odum	1.33	1.00

Prix des contreplaqués à l'export (FOB, €/m³)

Plywood, FOB BB/CC	€ per m ³		
	Ceiba	Ofram	Asanfina
4mm	482	510	641
6mm	464+	535	615
9mm	393	460	544
12mm	369	463	450
15mm	410	422	382
18mm	368+	362	370

Note: les classes AB/BB sont majorées de 10%, B/BB de 5%, C/CC de 5% et CC/CC de 10%.

Prix des sciages à l'export, séchés à l'air/séchés en séchoir (FOB, €/m³)

Ghana Sawwood, FOB	€ per m ³	
FAS 25-100mm x 150mm up x 2.4m up	Air-dried	Kiln-dried
Afromosia	860	925
Asanfina	492	564
Ceiba	240	280
Dahoma	448	529
Edinam (mixed redwood)	536	625
Emeri	495	520-
African mahogany (Ivorenensis)	650	1049
Makore	700	757
Niangon	567	420
Odum	660	950-
Sapele	642	820+
Wawa 1C & Select	390	380

Prix des produits à valeur ajoutée à l'export (FOB, €/m²)

Parquet flooring 1st grade	FOB € per sq.m		
	10x60mm	10x65-75mm	14x70mm
Apa	12.00	14.47	17.00
Odum	7.80	10.18	11.00
Hyedua	13.67	18.22	17.82
Afromosia	13.72	13.93	17.82

Note: les prix sont minorés de 5% pour la Classe 2 et de 10% pour la Classe 3.

Afrique du Sud

La période de fermeture de fin d'année dans la construction retentit sur les importations

Bien qu'il s'agisse de la période la plus affairée de l'année dans l'industrie de la construction, le flux des importations s'est pour ainsi dire arrêté pour cette année. En effet, traditionnellement, le secteur sud-africain de la construction ferme le 16 décembre pour ne reprendre le travail que la seconde semaine de janvier.

Les importateurs placent leurs commandes d'expéditions vers la fin de septembre de manière à ne pas détenir trop de stocks durant cette période creuse de l'année. Les exportateurs reprendront les expéditions en décembre pour les arrivées de janvier. Dans les scieries et les usines, il est d'usage de profiter de cette période de fermeture pour procéder aux travaux annuels d'entretien.

Les problèmes de la production touchent le marché du pin

Le marché du pin est resté raisonnablement ferme suite à une demande normale de fin d'année, période où l'on s'efforce de boucler les contrats avant la fin des travaux de construction afin d'éviter les pénalités. Le risque d'être pénalisé pour cause d'achèvement tardif a été exacerbé par la pénurie de stocks dans les scieries suite aux grèves, aux coupures d'électricité (qui affectent particulièrement la production des séchoirs) et quelques pannes.

Les exploitants de scieries vont surveiller le marché de près lorsque l'activité reprendra l'année prochaine pour voir si cette tendance perdure. En raison des retards d'achèvement dans la construction, nombreuses sont les scieries dont les carnets de commandes sont remplis et qui, en conséquence, n'honorent pas leurs dates de livraison.

Les bois de feuillus tropicaux confrontés à une concurrence grandissante

Il semble que la part de marché du meranti se contracte sous l'effet des produits de remplacement, mais aussi du taux de change. En effet, le rand sud-africain a chuté à 14,40 R, son plus bas jamais atteint et les négociants essaient de répercuter leurs pertes dues à cette dépréciation de la devise, mais les acheteurs résistent de tout leur poids.

Les volumes de meranti importés ont reculé et les stockistes réduisent le nombre de calibres qu'ils ont en magasin pour rationaliser leurs stocks. Les prix FOB du meranti ont chuté d'environ 30 \$EU le m³ dû à la faiblesse du ringgit, ce qui n'empêche pas les substituts comme l'aluminium de grignoter leur part de marché.

Le marché du wawa connaît des turbulences alors que les producteurs, notamment au Ghana, prennent du retard dans les livraisons suite aux problèmes d'électricité. La lenteur des livraisons est également touchée par les durées prolongées de transport et de transit en douane. Les alternatives au wawa en provenance d'Amérique du Sud gagnent du terrain, car les durées de transport sont plus courtes. Il en est de même pour d'autres bois africains comme l'acajou ou l'edinam.

Le marché s'est montré plus dynamique pour des essences telles l'okoumé, que les exportateurs tarifient en euros, une devise faible face au dollar. La demande et les ventes d'espèces africaines autres que les acajous se sont améliorées pour les mêmes raisons. L'intérêt du marché pour des bois comme le kiaat (un arbre protégé en Afrique du Sud), le teck et le palissandre ne faiblit pas.

Renforcement aux États-Unis, les importateurs se préparent à la résistance des utilisateurs finaux à une hausse des prix

Dans l'ensemble, le marché des bois de feuillus américains demeure stable, malgré le raffermissement du dollar américain. Les prix des bois de feuillus américains semblent remonter la pente après avoir touché le fond et les importateurs attendent anxieusement de voir la réaction du marché à la hausse de leur prix.

Tendances du marché des panneaux

Les marchés des panneaux sud-africains restent fermes, à l'exception des panneaux de coffrage à béton. Un producteur local, York, élargit sa capacité de production et importe activement des panneaux de coffrage pendant la période d'expansion de son usine. Toutefois, la demande n'est pas aussi robuste que prévu en raison des délais dans la signature des contrats d'infrastructure promis par les autorités.

Les marchés des MDF et panneaux de particules affichent une tendance baissière typique en cette saison, qui a été exacerbée par la tarification très compétitive des panneaux importés du Brésil et de l'Europe.

Le marché des panneaux minces pour les panneaux durs et les HDF s'est raffermi, essentiellement suite aux problèmes de production chez *Masonite*, de sorte que les vendeurs ont réussi à faire passer quelques hausses de prix.

Le calme sur le marché des platelages

À l'heure actuelle, le marché intérieur des platelages se relâche. L'Afrique du Sud traverse une période de terrible sécheresse qui a obligé à reporter des travaux de maintenance, tandis que l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration repousse également les rénovations en raison des faibles arrivées de touristes qu'entraîne la réglementation sur les visas. Malgré son assouplissement, la saison d'été est probablement déjà trop avancée sachant que nombreux sont les touristes qui ont déjà réservé ailleurs.

Tour d'horizon de l'économie sud-africaine

Durant les 24 derniers mois, l'économie sud-africaine a fait face à un tourbillon de turbulences qui a eu des incidences substantielles sur la demande en produits manufacturés et l'investissement en capitaux particulièrement. Comme preuve, le plus récent Indice des directeurs d'achat (PMI) Barclays de l'Office de recherche économique (BER) a chuté à 48,1 en octobre, comparé à une valeur révisée de 49,9 en septembre. Il s'agit du troisième chiffre consécutif sous la barre des 50.

En fait, le PMI s'est situé en moyenne à 49,7 jusqu'à présent cette année, ce qui indique que l'industrie manufacturière s'est contractée durant cette période. Si les problèmes d'alimentation en électricité expliquent la faible performance de la première moitié de l'année, la faiblesse de la demande – dans le pays comme à l'étranger – explique pourquoi le secteur manufacturier n'a pas été en mesure de regagner de la vigueur ces derniers mois, alors même que la situation de l'électricité s'est améliorée depuis août. Côté perspectives, les analystes s'attendent à ce que la demande demeure limitée jusqu'en 2016, alors que la transition de l'économie chinoise va se poursuivre.

Les dépenses d'infrastructures municipales vont croître malgré les temps durs pour l'économie

Le Ministre des finances, M. Nhlanhla Nene, a délivré sa Déclaration de politique budgétaire à moyen terme (MTBPS) au Parlement le 21 octobre dernier. La pression exercée sur l'ensemble de l'économie a mis les finances en situation difficile.

En fait, entre février, lorsque le budget 2015-2016 a été préparé, et maintenant, le Trésor national a révisé les prévisions de croissance de son PIB réel pour la période 2015-2017, en l'abaissant de 0,6 point de pourcentage en moyenne, la plus importante révision baissière apportée à 2016 (2,6% à 1,7%).

Ces problèmes ont été exacerbés par les augmentations substantielles des salaires dans le secteur public qui avaient été accordées cette année. Malgré celles-ci, M. Nene a réaffirmé son engagement pour l'assainissement budgétaire dans sa MTBPS, déclarant qu'aucune ressource ne sera ajoutée au plafond de dépenses au cours des deux années à venir.

Cela signifie que les fonds ont fait l'objet d'une redistribution, y compris les dépenses d'investissement. Le document des dépenses publiques assainies propose que les dépenses d'établissement humain et d'infrastructures municipales augmentent de 7,6% par an durant les périodes 2015-2016 à 2018-2019. Dans l'ensemble, le budget à moyen terme verra une somme de 542 milliards de rands alloués à des projets, dont des infrastructures routières, de transport public, de logement, d'eau, d'éducation et de santé.

Les principales catégories de dépenses sont les routes et le transport public (130 milliards R), le logement public (60 milliards R) et les infrastructures en eau (55 milliards R). Le Trésor national a également souligné que, outre les dépenses ci-dessus, les programmes d'aménagement par les grandes entreprises d'État excèdent 400 milliards R au cours des trois prochaines années.

Saine expansion de la construction dans le secteur privé

Dans le secteur privé de la construction, les données de Statistiques Afrique du Sud (*StatsSA*) montrent que la valeur réelle des plans de construction enregistrés qu'ont adoptés les grandes municipalités a augmenté de 5% en année glissante entre janvier et août de cette année. La construction résidentielle (qui constituent près de la moitié du total des dépenses) affiche une augmentation de 7,1% en année glissante durant cette période, alors que les dépenses du secteur privé dans la construction hors résidentiel et les extensions et réparations ont augmenté de 2,1% et 4,3% respectivement en année glissante.

En revanche, la valeur réelle de la construction déclarée achevée par les grandes municipalités était de 2,9% plus élevée en année glissante durant les huit premiers mois de l'année, lorsqu'une augmentation de 12,7% en année glissante dans la catégorie du résidentiel a compensé une chute de 12,1% en année glissante dans le secteur hors résidentiel.

Pour replacer la situation dans une perspective de plus long terme, la valeur réelle des plans de construction adoptés par le secteur privé sud-africain a progressé de 18,7% en moyenne par an durant la période 2002-2007 grâce au super-cycle des produits de base. Elle a été suivie de quatre années de contraction annuelle, lorsque la crise financière mondiale a frappé. Dès lors, la reprise balbutiante du secteur de la construction s'est trouvée sous pression dans un contexte général de croissance du PIB en ralentissement.

L'industrie de la construction sous pression

Au Nigéria, l'industrie de la construction constitue l'un des principaux facteurs de la croissance économique. Toutefois, l'industrie se trouve récemment sous pression et, au second trimestre, la croissance réelle à valeur ajoutée a ralenti à tout juste 6,4% en année glissante, en baisse comparée à 11,2% en année glissante au premier trimestre.

Ce ralentissement est imputé à plusieurs facteurs, dont l'un est lié aux dépenses budgétaires nettement en recul. Au Nigéria, les problèmes d'alimentation en électricité qui persistent continuent aussi d'entraver la croissance dans l'industrie de la construction.

Le 10 novembre, le président de l'Union nationale des travailleurs du génie civil, de la construction, de l'ameublement et du bois a confirmé que la filière avait déjà perdu environ 70 000 emplois du fait «qu'il n'y avait pas de grands projets d'équipement dans le pays.»

Malheureusement, compte tenu des prix du pétrole brut qui sont projetés rester proches de leur point bas actuel l'année prochaine, il y a peu de marge d'amélioration à court terme. Un autre facteur susceptible de contribuer à une chute de l'activité dans l'industrie de la construction est lié au soutien indéfectible de la Banque centrale à la stabilité du naira.

Afin de protéger la monnaie locale et le niveau des réserves de devises étrangères d'Abudja contre les effets néfastes du choc des prix du pétrole brut, la Banque centrale du Nigéria (CBN) a resserré les liquidités du forex de manière significative et introduit diverses restrictions sur le change et des contrôles sur les flux de capitaux, ce qui a un effet contraire sur l'environnement des affaires alors que les négociants se battent pour obtenir des devises étrangères pour importer des matériaux et produits.

Tour d'horizon de l'économie

L'Indice des directeurs d'achat (PMI) pour le secteur manufacturier a augmenté à 51,9 en octobre, en hausse comparé à sa valeur de 50,1 un mois auparavant. Alors que la plupart des industries figurant dans l'indice général reflétaient une activité accrue en octobre, l'industrie de la construction a continué d'afficher une faible performance.

Pour être plus précis, le PMI de la construction s'élevait à 40,6 en octobre, et bien que cela représente une légère amélioration par rapport au chiffre de 37,5 en septembre, la construction continue d'enregistrer son PMI le plus faible au sein de toutes les industries non manufacturières. En outre, le fait que le PMI de la construction demeure en deçà de la barre des 50 indique que l'industrie reste bien en territoire de contraction.

Concernant les sous-indices liés à la construction, l'activité commerciale a augmenté d'un point à 40,6 en octobre, alors que les nouvelles commandes ont bondi de 9,9 points, suite au chiffre particulièrement décevant de

29,2 en septembre. Les sous-indices de l'emploi et des inventaires ont reflété de légères améliorations en octobre. Quoi qu'il en soit, lorsque l'on prend tous les aspects susmentionnés en considération, il est clair que l'industrie de la construction reste soumise à une immense pression.

Les dépenses d'investissement public – le trésor public est fortement tributaire du pétrole brut, sachant que ce produit de base représente en général 70% environ des recettes fiscales. En conséquence, Abuja a été obligée de réviser son budget pour l'exercice, suite à la chute marquée des prix du pétrole brut dans le monde. Les fonds alloués aux dépenses d'investissement public ont été divisés par plus de la moitié dans le budget de l'exercice 2015.

Les chiffres de la Banque centrale indiquent que les dépenses budgétaires ont reculé à chaque trimestre depuis le troisième trimestre de 2014. Elles se sont chiffrées à seulement 118 milliards de nairas durant la première moitié de 2015, soit 53,6% de moins en année glissante comparé à la valeur enregistrée une année auparavant. Les dépenses publiques dans les projets d'infrastructure représentent souvent un facteur clé pour des industries comme la construction et le secteur manufacturier. En l'état, le recul prononcé des dépenses budgétaires ne présage donc rien de bon pour ces industries.

Algérie

Le projet du gouvernement de réduire les subventions énergétiques va augmenter les coûts du logement

Les perspectives du secteur de la construction sont mitigées, avec un risque baissier significatif. Côté positif, le gouvernement a adopté une rallonge budgétaire en juillet dans laquelle il a réduit les taux d'imposition sur les entreprises manufacturières de 23% à 19%, ainsi que le taux de la taxe sur les activités professionnelles (TAP) pour les industriels de la fabrication de 2% à 1%.

En outre, le gouvernement a maintenu inchangé le taux d'imposition sur les entreprises de construction à 23%, mais a abaissé leur TAP de 2% à 1,5%. Côté négatif toutefois, le gouvernement va couper les dépenses d'équipement de manière significative, ce qui aura un effet marqué sur le secteur de la construction. Plus particulièrement, en octobre, le gouvernement a annoncé qu'il prévoyait de diminuer les dépenses de l'exercice de 8,8% à 7,98 trillions de dinars en 2016, essentiellement par une coupe de 16% dans les dépenses d'investissement.

Cela n'est guère surprenant, sachant que le gouvernement devra notablement réduire ses dépenses d'investissement en réponse aux recettes pétrolières en baisse. Nous projetons que les dépenses d'investissement en pourcentage du PIB vont continuer de reculer sur le long terme, sachant qu'elles devraient chuter à 9% du PIB d'ici à 2023, en baisse, alors qu'elles s'élevaient à 15,8% du PIB en moyenne au cours des huit années passées.

Autre possible sujet d'inquiétude, la possibilité que les prix intérieurs de l'énergie puissent augmenter. À cet égard, l'Unité du renseignement de *The Economist* (EIU) a

écrit en octobre que le Gouvernement algérien prévoyait de couper ses subventions des entreprises industrielles et autres gros consommateurs pour l'électricité, le gaz, le pétrole et le gazole.

Bien que ces mesures auraient dû être prises plus tôt, cela pourrait avoir des répercussions significatives à court terme sur l'investissement industriel, alors que les prix bas du carburant font partie des quelques avantages concurrentiels de l'Algérie. Les autorités n'ont pas non plus fourni de détails sur les coupes proposées dans les subventions, mais lorsque l'on sait avec quelle lenteur les réformes tendent à être mises en œuvre en Algérie, il pourrait encore falloir beaucoup de temps avant que ces coupes soient effectivement appliquées.

Un objectif plus immédiat a été d'accroître le taux de la taxe sur les carburants. Plus spécifiquement, l'Algérie Presse Service (APS) a rapporté que le taux de la taxe à valeur ajoutée (TVA) a été augmenté de 7% à 17% sur le carburant, le gaz naturel (pour les niveaux de consommation excédant 2 500 unités thermiques britanniques [BTU] par trimestre) et l'électricité (pour la consommation excédant 250 kilowatts-heures par trimestre).

Malgré ces risques potentiels, les analystes anticipent que le gouvernement continuera d'encourager les entreprises à investir dans les industries de l'acier et du ciment dans le cadre de leurs projets destinés à réduire la facture des importations. Signe potentiel de cela, l'APS a communiqué que le gouvernement prévoit d'offrir des incitations à l'investissement en facilitant l'accès au financement, de simplifier les procédures d'imposition, et d'instaurer des procédures fiscales et douanières préférentielles pour le secteur industriel.

Toutefois, il n'est pas certain que la demande intérieure soit suffisante pour absorber l'offre accrue en matériaux de construction qui est prévue si le gouvernement (qui joue un grand rôle dans l'ensemble de l'investissement dans l'économie) est contraint de réduire ses dépenses d'investissement.

Malaisie

Le TPP va doper la fabrication malaisienne

La Malaisie, aux côtés de onze autres pays de l'Asie et du Pacifique: Australie, Brunei Darussalam, Chili, Japon, Pérou, Singapour, États-Unis, Viet Nam, Mexique, Canada et Nouvelle-Zélande, ont conclu l'accord de Partenariat trans-Pacifique (PTP).

Au cours des négociations, la Malaisie a réussi à obtenir quelques concessions en raison de la spécificité de son économie en relation avec le programme d'action positive de son gouvernement.

Les partisans du PTP disent que les conditions vont permettre à l'économie malaisienne de croître plus rapidement sachant que le secteur manufacturier va garantir des avantages sur les marchés des pays membres

du PTP et qu'il pourrait aussi y avoir une augmentation des investissements étrangers.

En résultat de cet accord, le ringgit a enregistré sa plus forte progression en une seule journée face au \$EU, avec près de 4%.

Les opposants au PTP critiquent le fait que les avantages soient accordés aux entreprises d'État en vertu de l'accord et se plaignent que certains droits personnels seront également violés dans le cadre du PTP. Les analystes indiquent qu'il pourrait falloir attendre des années avant que l'ensemble des pays membres du PTP ne ratifie l'accord.

Au Sarawak, les concessionnaires s'engagent en faveur de la certification

La presse locale a rapporté les propos du Ministre délégué du Sarawak à la planification des ressources et à l'environnement, Awang Tengah Ali Hasan, selon lesquels l'exploitation forestière illicite doit être éradiquée, sinon elle aura des incidences néfastes sur l'environnement, ternira l'image du Sarawak et entraînera pour l'État un déficit considérable dans le recouvrement des droits.

M. Awang Tengah a ajouté que le gouvernement avait recensé 25 concessionnaires exploitant quelque 1,6 million d'ha qui avaient entamé les dispositions nécessaires à l'obtention de la certification d'ici à 2020. Le Gouvernement du Sarawak a prévu de veiller à ce que l'ensemble des grands concessionnaires agissent rapidement pour obtenir la certification.

Les autorités du Sarawak ont également pris des actions destinées à effectuer le suivi des grumes jusqu'aux scieries sur l'ensemble du territoire afin d'assurer que seules les matières premières légalement obtenues soient utilisées. En août cette année, plus de 30 scieries présumées dépendre en majeure partie de grumes de provenance illégale ont été fermées jusqu'à ce que les origines de leurs grumes soient jugées légales.

Myanmar

Plan d'action en faveur d'un APV

Un journal local, le *Daily Eleven*, a rapporté le 1^{er} octobre que M. Sein Win de la Fédération des marchands de produits forestiers du Myanmar (MFPMF) avait annoncé que des dispositions étaient prises en vue de négocier un APV-FLEGT avec l'UE.

M. Win a souligné que, pour que la négociation aboutisse, il faudrait que les organismes publics et le secteur privé consentent des efforts considérables. Les organismes gouvernementaux doivent en effet assurer que la gestion des forêts soit saine, que la législation du Myanmar en matière de forêts soit appliquée et que la production et le commerce soient supervisés. Le secteur privé doit assurer la transparence de ses transactions et respecter la législation nationale.

Un protocole d'accord, qui comprend un plan d'action en faveur de l'APV, a été signé entre la MFPMF et *Global Timber*. Pour en savoir plus, consulter: <http://email.23ccc.com/t/ViewEmailArchive/y/A00EA3BCD086CA61/C67FD2F38AC4859C/>

La saison de la contrebande est ouverte

La presse locale (le *Daily Eleven* du 20 octobre) a rapporté que des villageois des États de Shan et Kachin se préparaient à récupérer les grumes abandonnées lors des récents combats pour se livrer à leur trafic.

Le mois de novembre serait l'époque propice à cette contrebande et l'importante quantité de grumes laissées dans la forêt le long du fleuve Shweli est la cible des trafiquants. Les articles de presse indiquent que la plupart des villages de la région possèdent des camions pour ce trafic.

Les analystes disent que le trafic de bois pourrait recommencer lorsque l'interdiction chinoise d'importer des grumes du Myanmar prendra fin le 31 décembre, car il est impossible de contrôler la totalité de la frontière.

Et ajoutent: «À moins que les deux gouvernements ne parviennent à laisser de côté les malentendus entourant la reconnaissance de l'interdiction d'exporter les grumes du Myanmar et mettent fin à l'abattage et au trafic de bois provenant des forêts du nord du Myanmar».

Brésil

Les exportations sont l'alternative à la chute des ventes dans le pays

Au Brésil, la conjoncture économique actuelle n'est pas propice aux ventes intérieures, ce qui a des répercussions sur les décisions prises dans les secteurs de la foresterie privée et de la transformation du bois.

Selon l'Association brésilienne de l'industrie de la transformation mécanisée du bois (ABIMCI), suite au renforcement de la demande aux États-Unis, auquel s'ajoute l'appréciation de la devise américaine, les fabricants brésiliens de produits bois privilégient les exportations, mais au prix d'une mauvaise surprise qui prend la forme de prix inférieurs en dollars.

Outre ces prix dépréciés en dollars, le renchérissement du dollar des États-Unis a retenti sur les coûts de production dans la mesure où des intrants tels les coûts de l'électricité et du carburant ont augmenté.

Le sentiment d'incertitude qui plane actuellement sur l'économie brésilienne a également eu pour conséquence qu'il est plus difficile pour les entreprises d'obtenir un crédit et que, lorsqu'elles le peuvent, les taux d'intérêt proposés sont très élevés, ce qui augmente les risques pour la viabilité commerciale des fabricants de produits bois.

Le Brésil doit accroître l'utilisation du bois dans le pays, dit l'ABIMCI

Au Brésil, la consommation de bois par habitant est faible, de sorte que les entreprises se sont rencontrées pour discuter de l'harmonisation des normes techniques, de la standardisation des produits et de la certification des procédés.

Depuis plusieurs années, l'Association brésilienne de l'industrie de transformation mécanique du bois (ABIMCI), promeut le Programme national brésilien de qualité du bois (PNQM) qui traite de la certification des produits et du contrôle des procédés de production comme moyen d'accroître la consommation intérieure de produits bois. L'ABIMCI déclare que le marché signale déjà que la commercialisation de produits certifiés peut être une excellente stratégie commerciale.

Dans la campagne qu'elle mène actuellement, l'ABIMCI promeut les industries du contreplaqué et du placage, les sciages et les portes. Le marché des portes de fabrication brésilienne a répondu favorablement au processus de certification dans le cadre du Programme sectoriel de l'ABIMCI pour la qualité du bois dans les constructions (PSQ-PME).

Les exportations de septembre déçoivent

Le chiffre de septembre pour les exportations de produits bois (excepté la pâte de bois et le papier) a chuté de 12% comparé à septembre 2014, de 238,8 millions \$EU à 210 millions \$EU.

Les exportations de sciages de pin ont reculé d'environ 1% entre septembre 2014 (21 millions \$EU) et septembre 2015 (21,7 millions \$EU) en termes de valeur, mais ont augmenté en volume (93 200 m³ à 97 900 m³).

La chute des exportations de sciages tropicaux a été encore plus marquée (-23%), passant de 30 100 m³ en septembre 2014 à 23 000 m³ en septembre de cette année. En termes de valeur, les exportations ont chuté de plus de 30%, de 16,5 millions à 11,4 millions \$EU sur la même période.

Prix des sciages à l'export (FOB, \$EU/m³)

Sawnwood, Belem/Paranagua Ports, FOB	US\$ per m ³
Ipe	1423
Jatoba	982
Massaranduba	783
Muiracatiara	762
Pine (KD)	214

Note: FOB aux ports de Belém/PA; Paranaguá/PR; Navegantes/SC et Itajaí/SC.

Bois de qualité supérieure (sans fentes/sans nœuds)/Mesurant 2,50 m de longueur; 15 cm de largeur; et 30 mm d'épaisseur.

Source: Banque de données STCP

Prix des contreplaqués à l'export (FOB, \$EU/m²)

Pine Plywood EU market, FOB	US\$ per m ²
9mm C/CC (WBP)	333
12mm C/CC (WBP)	307
15mm C/CC (WBP)	306
18mm C/CC (WBP)	300

Source: Banque de données STCP

Prix des produits à valeur ajoutée à l'export (FOB, \$EU/m³)

FOB Belem/Paranagua Ports		US\$ per m ³
Decking Boards	Ipe	2,515
	Jatoba	1,606

Source: Banque de données STCP

Chine

La contraction se poursuit dans la production manufacturière

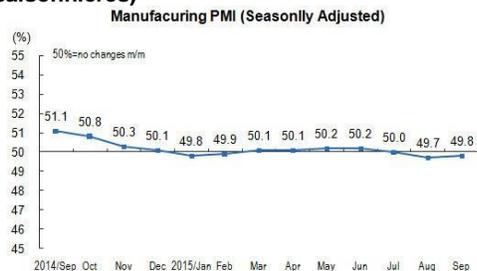
L'Office national chinois de la statistique a publié les chiffres de l'Indice des directeurs d'achat (PMI) de septembre pour le secteur manufacturier. L'indice global se situait à 49,8, soit une légère progression en mois glissant, mais nettement en deçà de son niveau un an auparavant.

Pour les grandes entreprises, le PMI de septembre était de 51,1, en progression de 1,2 points en mois glissant, et il a réussi à se hisser au-dessus du seuil négatif. Toutefois, le PMI des petites et moyennes entreprises est resté en territoire négatif, qu'il occupe depuis le début de l'année.

Pour en savoir plus, consulter:

http://www.stats.gov.cn/english/PressRelease/201510/t20151008_1253050.html

PMI manufacturier (corrigé des variations saisonnières)



Source: Office national de la statistique

La longue marche vers la qualité: une campagne sur la qualité des produits

La Chine est un fabricant et exportateur majeur de produits bois. Selon des informations, en 2014, y étaient présentes plus de 50 000 entreprises fabriquant et commercialisant des produits bois qui emploient plus de 10 millions d'ouvriers et génèrent un chiffre de 1 trillion de RMBI.

Ces entreprises consomment plus de 520 millions de m³ de bois et le chiffre des exportations a atteint 75,9 milliards \$EU en 2014. Toutefois, le secteur souffre d'une image défavorable suite aux scandales entourant la qualité.

Pour remédier à ce problème, une nouvelle campagne baptisée *La longue marche vers la qualité* vise à aider les entreprises à améliorer la qualité de leurs produits et aussi à protéger les droits des consommateurs.

Au lancement de cette campagne, l'on a annoncé lors de la conférence de presse qu'une investigation serait menée pour évaluer la situation des entreprises fabriquant des panneaux dérivés du bois et des revêtements de sol afin de déterminer lesquelles étaient à la pointe et quelles marques

étaient fiables, mais aussi de dénoncer les entreprises douteuses.

Préalablement à la campagne, une investigation sera menée par un groupe d'experts, y compris des médias, qui se rendront sans préavis dans des entreprises de panneaux dérivés du bois et revêtements de sol et sur les marchés de gros connexes.

Le rapport d'enquête sera présenté lors du second Congrès mondial des panneaux dérivés du bois. Parallèlement, il sera soumis à l'Administration générale du contrôle de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine, l'Administration d'État de l'industrie et du commerce, l'Association chinoise des consommateurs et autres acteurs concernés.

Un plan d'action chinois pour promouvoir les matériaux de construction verts

Les Ministères de l'industrie et du logement ont élaboré un plan d'action destiné à promouvoir la production et l'emploi de matériaux de construction verts. Leur but est d'accroître la part et la qualité des matériaux de construction verts, et de s'attaquer à la consommation d'énergie dans la fabrication et aux émissions de substances toxiques dans l'atmosphère.

Selon ce plan, les édifices en bois seront développés en plus grand nombre à l'avenir. Le recours à des structures en bois sera favorisé dans les constructions publiques de type écoles, crèches, maisons de repos et l'aménagement paysager. En outre, la construction de logements en bois sera favorisée en milieu rural dans l'aménagement des collectivités existantes et nouvelles.

Les matériaux de construction issus de la biomasse joueront un rôle prédominant dans la mise en œuvre de ce plan d'action, tandis que de nouvelles technologies faisant appel à des matériaux tirés de la biomasse seront introduites.

Seront privilégiés le développement et l'utilisation du plastique ligneux renforcé avec des fibres de biomasse, l'ameublement et la décoration de l'habitat et le rôle élargi du bambou dans les constructions sera exploré.

La voie royale du commerce maritime: le nouveau service de transport par l'Arctique

COSCO, l'une des entreprises de transport appartenant à l'État chinois, a annoncé qu'elle allait lancer des services réguliers d'expédition via l'Arctique à destination de l'Europe. L'entreprise a testé la faisabilité de ce nouvel itinéraire en faisant naviguer à deux reprises un navire par le passage du nord-est.

Cette année, un porte-conteneurs de COSCO équipé d'un brise-glaces a pris un peu moins d'un mois pour effectuer la liaison entre le port de Taicang et Rotterdam via la route de l'Arctique.

Cette voie permet de réduire de 30% la durée de la traversée et d'économiser du carburant, étant donné que la

distance est de 2 800 miles nautiques inférieure à celle qui emprunte l’océan Indien et le canal de Suez. L’agence de presse chinoise Xinhua a indiqué que des experts chinois avaient salué cette route comme étant la «voie royale» du commerce maritime.

De nouveaux réseaux de distribution pour l’industrie du bois

Il a été communiqué que de nouvelles opportunités pour le secteur du bois seraient créées par deux nouvelles stratégies nationales de développement, l’une étant la stratégie *One belt, One Road* et l’autre la *Yangtze River economic Strategy*.

Dans le cadre de ces stratégies, deux nouvelles voies de transport international vont être ouvertes, l’une étant le Chemin de fer international Eurasie (de la ville de Chongking au Kazakhstan, à la Russie, au Belarus, en Pologne et à l’Allemagne) et la seconde, la voie *Wuhan New Europe* (de la ville de Wuhan, à la Russie, au Belarus et à la Pologne).

Chacune de ces voies créera des opportunités de distribution internationale des produits bois et l’on anticipe des investissements dans les plantations forestières proches des terminaux ferroviaires de ces deux nouveaux réseaux de transport dans les provinces de l’ouest.

La municipalité de Wuhan a demandé à être habilitée à devenir un port d’importation de bois, un centre de distribution et une zone de transformation et de logistique du bois pour le commerce sino-russe.

Inde

Des modifications de la politique pourraient stimuler le développement de logements abordables dans le secteur privé

La Confédération indienne des associations de promoteurs immobiliers (CREDAI) vient de publier son nouveau rapport intitulé *Housing for all: Reforms can make it happen sooner* (Un logement pour tous: des réformes pour en faire une réalité plus vite). Il définit les réformes politiques qui, si elles étaient adoptées, pourraient induire une participation accrue du secteur privé à la construction de logements abordables.

Le préambule du rapport indique: «En Inde, le logement, et en fait tous les logements à coût abordable, ont été la prérogative exclusive des instances du secteur public comme les Conseils du logement et les Autorités de développement.»

«Les promoteurs immobiliers du secteur privé ont toujours été par le passé exclus du logement abordable, tant au plan structurel qu’au niveau de la politique.»

«Une grande tendance à l’œuvre en Inde depuis au moins la crise des liquidités de 2008-2009 est que les promoteurs du secteur privé sont prêts à assumer les risques et à mettre leur talent entrepreneurial en jeu sur le segment du logement abordable.»

Pour en savoir plus, consulter:

<http://www.credai.org/sites/default/files/Credai-Housing-for-all.pdf>.

Prix du teck de plantation importé, C&F aux ports indiens (\$EU/m³)

Les prix sont inchangés depuis la fin de septembre

	US\$ per cu.m C&F
Angola logs	459-574
Belize logs	350-400
Benin logs	285-775
Benin sawn	530-872
Brazil logs	375-724
Brazil squares	370-680
Cameroon logs	401-510
Colombia logs	262-796
Congo logs	451-710
Costa Rica logs	320-780
Côte d'Ivoire logs	277-552
Ecuador squares	313-858
El-Salvador logs	345-934
Ghana logs	255-757
Guatemala logs	360-655
Guyana logs	300-450
Kenya logs	515-600
Laos logs	300-605
Liberia logs	265-460
Malaysian teak logs	323-516
Nicaragua logs	350-596
Nigeria squares	367-418
Panama logs	253-630
PNG logs	443-575
Sudan logs	448-521
Tanzania teak, sawn	307-885
Thailand logs	511-700
Togo logs	280-542
Trinidad and Tobago logs	557-680
Uganda logs	411-511
Uganda Teak sawn	680-900

Note: les variations de prix sont fonction de la qualité, de la longueur et de la circonférence moyenne des grumes.

Prix des sciages de feuillus en Inde

Malgré la faiblesse de la demande qui persiste sur le marché, les prix n’ont pas chuté. Si la roupie s’échange

dans une fourchette plus étroite que les mois passés, les importateurs doivent toutefois continuer d'absorber les pertes dues au taux de change.

Les prix à la sortie de scierie des sciages usinés à partir de grumes importées sont indiqués ci-dessous.

Sawnwood Ex-mill	Rs per cu.ft
Merbau	1500-1650
Balau	1500-1600
Resak	1200-1400
Kapur	1250-1300
Kempas	1100-1200
Red Meranti	900-950
Radiata pine AD	600-725
Whitewood	600-700

Note: Les variations de prix dépendent principalement de la longueur et de la section transversale.

Europe

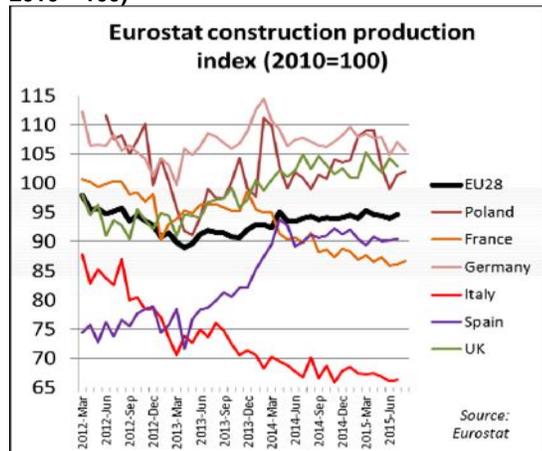
Dans la construction européenne, l'activité se paralyse

Dans l'ensemble de l'Europe, le secteur de la construction continue de décevoir. Bien que, globalement, l'activité européenne dans la construction ait touché le fond en mars 2013, elle n'a que lentement remonté jusqu'en avril 2014 et a dès lors stagné à 5% en deçà de son niveau de 2010.

En France, l'activité dans la construction a décroché ces derniers mois, tandis qu'elle reste extrêmement déprimée en Italie.

Sur une note plus positive, les gains engrangés en 2014 par l'activité de la construction au Royaume-Uni et en Espagne se sont maintenus en 2015, tandis qu'en Allemagne elle reste stable à un niveau élevé.

Indice Eurostat de la production (mars 2012-juin 2015, 2010 = 100)



Dans l'UE, l'Indice Eurostat de confiance dans la construction demeure plat et en territoire fortement négatif, ce qui indique que nombreux sont ceux dans cette

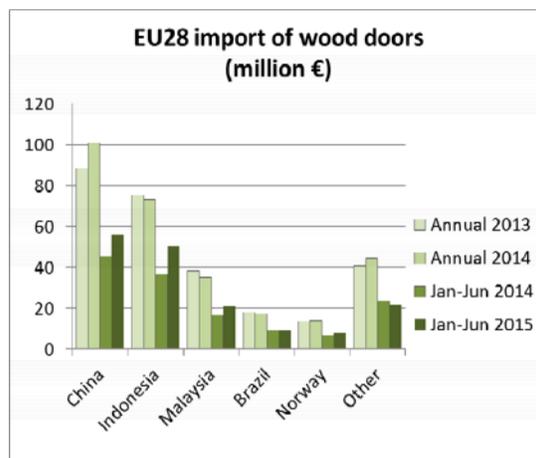
industrie qui s'attendent à une dégradation supplémentaire de la conjoncture du marché, plutôt qu'à une amélioration au cours des trois prochains mois. En France, la confiance a plongé de manière marquée cet été.

Dans l'UE, les importations de portes en bois augmentent de 20% en 2015

Dans l'UE, les importations de portes en bois se sont chiffrées à 168 millions € au cours des six premiers mois de 2015, soit 20% de plus que l'année dernière à la même période. Les importations originaires de Chine ont progressé de 24% à 56,4 millions €, alors que celles en provenance de l'Indonésie ont bondi de 37% à 50,5 millions € et celles de Malaisie de 26% avec 21,1 millions €.

Les importations de portes en bois issues du Brésil sont restées stables à 9,3 millions € durant cette période. Les importations ont représenté 4,6% environ de l'offre totale des portes en bois consommées dans l'UE en 2015, une légère progression contre 4,5% en 2013, mais en baisse comparé à 5% en 2010.

Importations de portes en bois dans l'UE-28 (en millions €)



Source: analyse de données Eurostat pour le mécanisme SIM de l'OIBT.

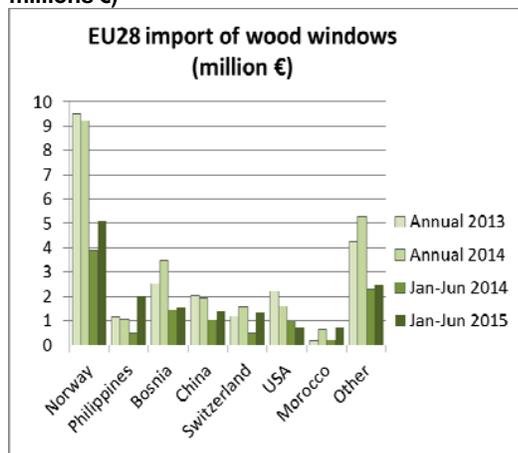
Des importations négligeables de fenêtres en bois dans l'UE

Dans l'UE, les producteurs locaux dominent majoritairement le marché des fenêtres en bois. En 2014, les importations représentaient 0,4% seulement du chiffre total de la consommation de fenêtres en bois dans l'UE, un pourcentage identique à celui de l'année précédente, mais en baisse comparé à 0,8% en 2007. Durant les six premiers mois de 2015, les importations de fenêtres en bois dans l'UE se sont chiffrées à 15,3 millions €, soit 42% de plus qu'à la même période en 2014.

Les fenêtres en bois importées dans l'UE proviennent en majeure partie d'autres pays européens, dont la Norvège, la Bosnie et la Suisse. Les importations originaires de tous ces pays ont augmenté durant la première moitié de 2015.

Toutefois, la plus importante augmentation des importations est à imputer aux Philippines, où elles sont envolées à 2 millions € durant la première moitié de 2015, soit plus du triple de leur valeur durant la même période en 2014.

Importations de fenêtres en bois par l'UE-28 (en millions €)



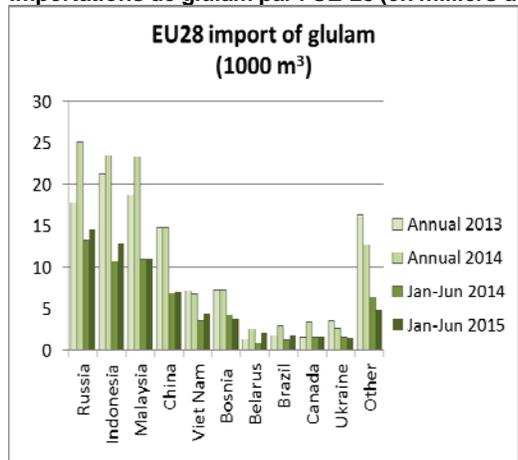
Source: analyse de données Eurostat pour le mécanisme SIM de l'OIBT.

Dans l'UE, les importations de glulam continuent d'augmenter en 2015

Durant la première moitié de 2015, l'UE a importé 65 300 m³ de produits en glulam, soit 6% de plus qu'en 2014 à la même période. Les importations depuis la Russie ont augmenté de 10% à 14 600 m³ durant cette période. Les importations issues de l'Indonésie ont aussi enregistré une progression, de 20%, à 12 900 m³.

Les importations en provenance de Malaisie et de Chine sont restées stables au cours des six premiers mois de 2015, avec 11 000 m³ et 7 000 m³ chacune.

Importations de glulam par l'UE-28 (en milliers de m³)



Source: analyse de données Eurostat pour le mécanisme SIM de l'OIBT.

Les importations de glulam représentent environ 5% du total de la consommation de ce produit dans l'UE. La majeure partie du glulam importé se compose de bois de placages stratifiés pour la fabrication de fenêtres. Les importations de glulam en provenance de Russie et de

Chine se composent majoritairement de pin et de hêtre, et celles de Malaisie et d'Indonésie, de meranti.

Le développement des CLT crée de nouvelles opportunités pour les bois de feuillus

La dernière Revue annuelle CEE-ONU du marché des produits forestiers souligne l'essor rapide du marché des bois stratifiés croisés (CLT) ainsi que les nouvelles opportunités que ce produit crée pour les bois, y compris de feuillus, pour rivaliser dans les applications haut de gamme.

Bien que les premières installations de fabrication de CLT aient été construites dans les pays germanophones (DACH, Allemagne, Autriche et Suisse) en 1994, c'est maintenant seulement que leur plein potentiel se réalise au terme d'une longue période de développement de la technique et du marché.

Les CLT ont fait leur apparition sur le marché de la construction durant la période 2005-2010 pour, d'un petit produit de niche, passer à une production industrielle de grande échelle.

Les panneaux CLT se composent de plusieurs plis de panneaux de bois structurels empilés de manière croisée (en général à 90 degrés) et collés ensemble sur leurs faces larges et, parfois, leurs faces étroites également.

Le résultat obtenu est un panneau léger mais très résistant qui peut être fabriqué hors site et érigé rapidement pour former des murs structurels, sols et plafonds. Les CLT sont utilisés pour toute une gamme d'applications dans les maisons individuelles, les tours à plusieurs étages, les édifices publics et la construction spécialisée.

Les CLT offrent au bois de nouvelles opportunités de rivaliser dans les applications structurelles de grande échelle, qui sont dominées depuis de longues années par le béton et l'acier. Outre la performance technique comparable qu'ils assurent, les panneaux CLT peuvent facilement surpasser ces alternatives sur le plan environnemental. L'aspect renouvelable du bois, sa faible énergie intrinsèque et son potentiel de stockage de carbone à l'usage sont autant d'avantages considérables.

En 2014, la production mondiale de CLT a été d'environ 625 000 m³, un chiffre qui est projeté approcher 700 000 m³ en 2015. Environ 90% (560 000 m³) des bois stratifiés croisés (CLT) dans le monde ont été fabriqués en Europe en 2014, un chiffre qui devrait augmenter à 630 000 m³ en 2015.

L'ATIBT évoque la compétitivité des bois africains sur les marchés intérieurs et de l'UE

Contrairement au Forum de l'ATIBT de 2014 qui couvrait une grande diversité de sujets et les tendances mondiales du commerce du bois, cette année, la rencontre a été

davantage axée sur les liens entre les producteurs africains et les acheteurs européens.

Étaient présents à cette réunion, qui s'est tenue à Milan les 14 et 15 octobre, 150 participants environ émanant principalement de gouvernements et associations du commerce africains, d'industries africaines des bois tropicaux appartenant à des intérêts européens, ainsi que des entreprises d'importation, des associations du commerce et autres décisionnaires européens.

On a examiné le rôle émergent du marché intérieur des bois tropicaux en Afrique et la manière dont il influera sur le développement ultérieur de la filière. La discussion a également abordé le rôle et les incidences des instruments de politique commerciale tels que le Règlement sur le bois de l'Union européenne (RBUE), les Accords de partenariat volontaire (APV) et la certification forestière dans le secteur privé.

Selon l'ATIBT, des obstacles de poids entravent le commerce intra-africain

Si les opportunités sont certes réelles, M. Chambrier a toutefois observé que des obstacles de poids sapent la compétitivité des produits bois en Afrique. Il a ainsi observé que, sur plusieurs segments du marché, les matériaux bois africains n'étaient pas compétitifs comparés aux produits non ligneux et aux importations.

Il a notamment évoqué l'absence de connectivité et la médiocrité des infrastructures internes, notant qu'«il était plus facile d'envoyer un conteneur en Chine que vers un autre pays africain».

Dans l'ensemble de l'Afrique, il est nécessaire de reconverter un important secteur non officiel reposant sur de petits artisans et l'artisanat pour en faire une industrie officielle moderne. Parallèlement, M. Chambrier a relevé le besoin de développer des normes techniques pour les produits bois africains qui soient adaptées aux populations africaines et à leur situation.

Prenant en exemple l'expérience de la Côte d'Ivoire, Raphaël Tsanga du CIFOR a admis que le marché régional du bois en Afrique présentait d'extraordinaires opportunités de développement et a souligné les progrès significatifs déjà accomplis. Il a observé que les améliorations sur le plan de la gouvernance et des réformes du régime foncier aident à doper la croissance, à augmenter la demande en produits bois et à encourager l'investissement dans les installations de transformation.

Nombreuses sont les entreprises fabriquant d'ores et déjà des produits de charpenterie et d'ameublement en bois pour le marché local qui «commencent à afficher de bons résultats». Il a noté les efforts menés pour améliorer la qualité du logement et le design d'intérieur en Côte d'Ivoire offrira de nouvelles opportunités à l'avenir. La Côte d'Ivoire met en œuvre une politique destinée à accroître les logements sociaux dans lesquels le bois est utilisé en association avec des structures en acier.

Les opérateurs asiatiques investissent au Gabon

Pierre Liu de l'UFIAG, l'association des exploitants asiatiques du secteur forestier au Gabon, a expliqué lors du Forum de l'ATIBT que ces exploitants, qui s'intéressaient initialement à l'exportation de grumes exclusivement, accroissent désormais leur investissement dans la transformation du bois sur place.

En dehors des restrictions imposées sur les exportations de grumes à partir du Gabon, cette tendance est confortée par la relative stabilité sociale et économique au Gabon, l'offre considérable en matières premières et les incitations du gouvernement. Il a indiqué que les exploitants asiatiques qui investissent dans les usines de transformation du bois au Gabon bénéficient déjà d'une plus grande marge de profit comparés à ceux qui exportent uniquement des grumes.

Les industriels demandent: le RBUE aide-t-il à lutter contre le commerce illicite ou sape-t-il simplement la chaîne de valeur?

Les répercussions des exigences du RBUE en matière de diligence raisonnée sur le plan de la légalité concernant le commerce des bois tropicaux étaient un autre des sujets cruciaux de discussion lors du Forum de l'ATIBT. Stefano Cora, de l'entreprise italienne de fabrication et négoce de bois du même nom, a exposé son point de vue en tant que grande entreprise européenne d'importation. Il a commencé par demander si la question la plus déterminante au sujet du RBUE n'était pas: «Toutes ces tracasseries administratives aident-elles vraiment à lutter contre la corruption ou ne font-elles que saper la chaîne de valeur?»

M. Cora a mis en doute le terrain de jeu inégal entre les exigences selon que les bois proviennent de l'intérieur ou de l'extérieur de l'UE comme suit: «Alors qu'il est fréquent que les chauffeurs routiers livrant des bois de Bulgarie ne remplissent par leurs obligations légales, par exemple concernant le règlement des taxes, permis et assurance, l'on n'y oppose pas d'objection. Pourquoi alors est-il nécessaire que les importateurs soulèvent des questions de ce genre avec les fournisseurs africains lorsque le règlement n'est pas appliqué au sein de l'UE?»

M. Cora a également relevé les écarts dans l'application du RBUE à travers l'UE. «Certains pays et clients exigent une diligence raisonnée très détaillée alors que d'autres ne requièrent qu'une déclaration toute simple attestant que la diligence raisonnée est bien mise en œuvre. Il est nécessaire de trouver un équilibre entre ces deux extrêmes et d'assurer une plus grande cohérence à travers l'Europe.», a-t-il ajouté.

M. Cora a conclu: «Je ne veux pas critiquer le RBUE, mais il a besoin d'être amélioré». Pour M. Cora «le RBUE doit devenir un outil utile, ce qui peut être une opportunité pour notre secteur, car cela implique que les entreprises améliorent leurs connaissances des chaînes d'approvisionnement et de la base de fourniture, ce qui en retour améliore les pratiques commerciales et le processus décisionnel.»

D'autres orateurs ont fait écho à cet avis. André de Boer, le Secrétaire général de la Fédération européenne du négoce du bois (ETTF), a indiqué que «Bien qu'il ne soit pas exempt de défauts, dans le principe nous pensons que le RBUE est un bon mécanisme. Les bois illégaux nuisent à l'image d'une marque et sapent la compétitivité de la fourniture légale ainsi que la pérennité à long terme de l'offre.»

M. de Boer a également observé que «le RBUE était appliqué assez efficacement dans plusieurs États membres, dont le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne, contrairement à d'autres où une législation nationale vient seulement d'entrer en vigueur; et il y a une absence générale de cohérence dans la mise en œuvre.»

M. de Boer a noté que la Commission européenne procédait actuellement à une révision du RBUE et que l'ETTF avait soumis des observations détaillées sur la manière dont il pourrait être amélioré. Ces commentaires ont souligné le besoin que des efforts mieux concertés soient menés pour assurer que le RBUE soit effectivement appliqué et de manière cohérente dans l'ensemble des États membres, et afin de pouvoir disposer d'orientations centrales et d'un appui plus important en faveur d'autres mesures destinées à harmoniser les dispositifs de diligence raisonnée.

L'appel à donner la priorité à la certification des forêts dans le RBUE

L'ETTF appelle également à ce que les certificats du FSC et du PEFC deviennent prioritaires dans le cadre du processus de diligence raisonnée au même titre que les autorisations FLEGT et les certificats de la CITES. Le Secrétaire général de l'ETTF, M. de Boer, a observé que «dans la loi australienne sur l'exploitation forestière illicite, les bois certifiés sont acceptés sans autre forme de procès; ce principe devrait aussi s'appliquer dans l'UE.»

Amérique du Nord

L'industrie se félicite de l'accord de Partenariat trans-Pacifique

Après des années de négociation, un accord commercial complet a été conclu en octobre entre douze pays de la région Pacifique, dont les États-Unis et le Canada. L'industrie forestière s'est félicitée de cet accord.

Cet accord commercial devrait améliorer l'accès des producteurs nord-américains aux marchés de l'Asie-Pacifique en expansion. L'industrie forestière canadienne en particulier dépend des exportations, mais les producteurs américains espèrent également diversifier les marchés et élargir les exportations.

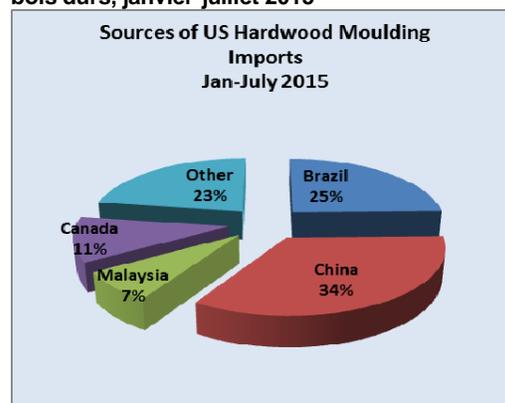
Sur plusieurs marchés du Pacifique, les produits forestiers font encore l'objet de tarifs douaniers significatifs. Au Japon, les droits atteignent ainsi jusqu'à 10% sur les bois et autres produits forestiers. Les droits de douane imposés peuvent aller jusqu'à 31% au Viet Nam, 40% en Malaisie, 40%, 5% en Australie et Nouvelle-Zélande et 20% au Brunei.

La Chine accroît sa part des importations de moulures en bois durs

Les importations de moulures en bois durs se sont redressées en juillet, tout en demeurant en deçà de leur niveau de 2014. En juillet, les importations se chiffraient à 18,1 millions \$EU, 12% de plus que le mois précédent.

L'augmentation la plus importante est imputable aux importations en provenance de Chine (6,7 millions \$EU). Les importations sur l'année jusqu'en juillet originaires de Chine étaient en progression de 2% comparées à juillet 2014. Les importations de moulures en bois durs issues du Brésil ont augmenté de 8% en juillet, à 4,2 millions \$EU. Les importations sur l'année jusqu'en juillet, tous principaux fournisseurs confondus à l'exception de la Chine, sont plus faibles qu'en juillet de l'année dernière.

Sources des importations américaines de moulures en bois durs, janvier-juillet 2015



Source des données: Département américain du commerce

L'Indonésie et la Malaisie sont les plus grands fournisseurs de revêtements de sol en bois durs

Les importations de revêtements de sol ont nettement augmenté en juillet. Elles se sont en effet chiffrées à 5,0 millions \$EU, soit une augmentation de 29% sur l'année jusqu'en juillet.

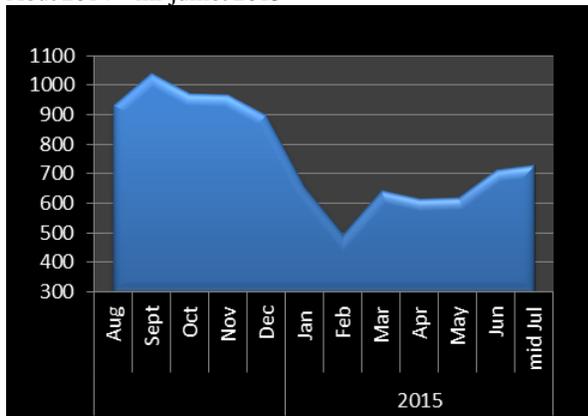
La progression mensuelle la plus importante a été enregistrée par les importations depuis la Chine (761 565 \$EU). L'Indonésie et la Malaisie demeurent en tête des fournisseurs avec des expéditions d'une valeur supérieure à 1 million \$EU chacune. Les importations sur l'année jusqu'en juillet en provenance de l'Indonésie et de la Malaisie ont augmenté de 74% et 48% chacune, comparé à la même période l'année dernière. Les importations de panneaux de parquet assemblés ont augmenté de 5% en mois glissant en juillet, à 12,5 millions \$EU. Les importations en provenance de Chine ont progressé de 10% à 5,0 millions \$EU, mais celles sur l'année jusqu'en juillet sont restées inchangées par rapport à 2014. Le Canada, l'Indonésie et le Brésil ont élargi leur part des importations américaines comparées à l'année dernière.

Abréviations et équivalences

Flèches	le prix a évolué à la hausse ou à la baisse
BB/CC, etc.	qualité du placage de face ou d'endos
BF, MBF	pied planche, millier de pieds planches
Plot	grume sciée en plateaux
TEU	équivalent d'un conteneur de 20 pieds
CIF, CNF	coût, assurance et fret
C&F	coût et fret
cu.m, cbm,	
m ³	mètre cube
FAS	Première et seconde classes de sciages
FOB	libre de droits à bord sciages à usage structurel dans la construction de logements
Genban	
GMS	spécification générale marchés
GSP	prix de vente indicatif
Hoppus ton	1,8 mètre cube
KD, AD	séché en séchoir, séché à l'air libre
Koku	0,28 mètre cube ou 120 BF
LM	<i>Loyale Merchant</i> , une classe de lot de grumes résistant à l'humidité, résistant à l'eau et à l'ébullition
MR, WBP	
OSB	panneaux à copeaux orientés piqûres d'aiguille non considérées comme un défaut
PHND	
QS	qualité supérieure
SQ, SSQ	qualité scierie, qualité scierie sélectionnée

Indice du transport maritime

Indice Baltic Supramax
Août 2014 – mi-juillet 2015



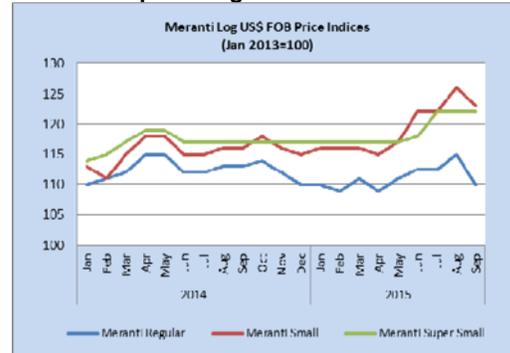
Source des données: Projet de données financières ouvertes (OFDP)

Le BSI (Indice Baltic Supramax), publié par la Bourse baltique, donne la moyenne pondérée sur cinq grandes liaisons d'affrètement à temps.

Indices des prix d'une sélection de produits

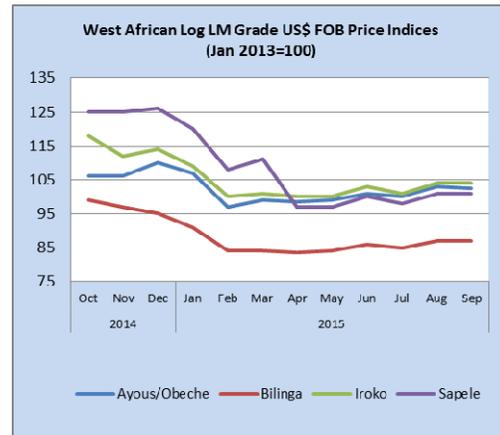
Indices des prix d'une sélection de produits
Les indices suivants reposent sur des prix FOB en dollars des États-Unis.

Indices des prix des grumes de meranti

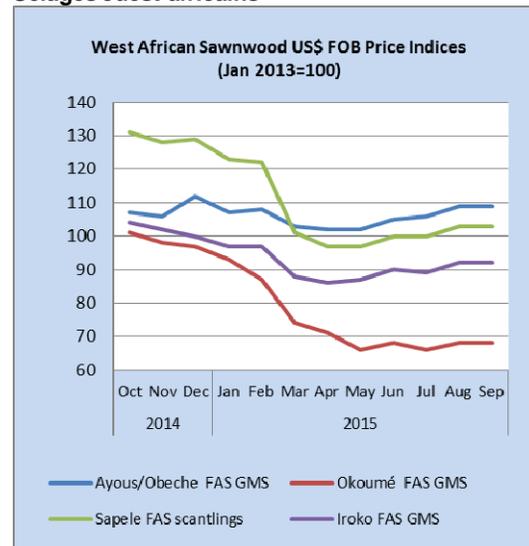


Note: les grumes du Sarawak sont destinées au marché japonais.

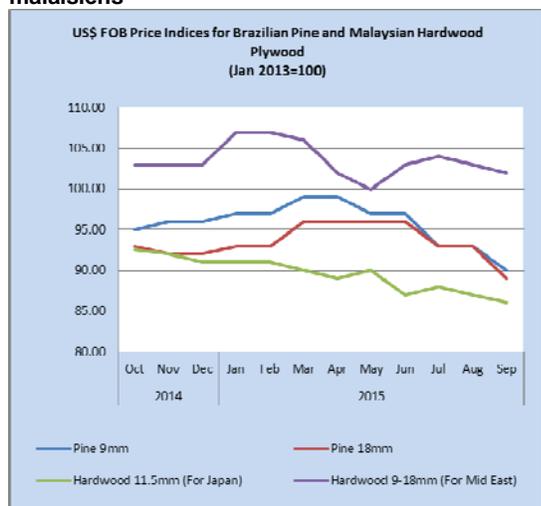
Indices des prix des grumes ouest-africaines de classe LM



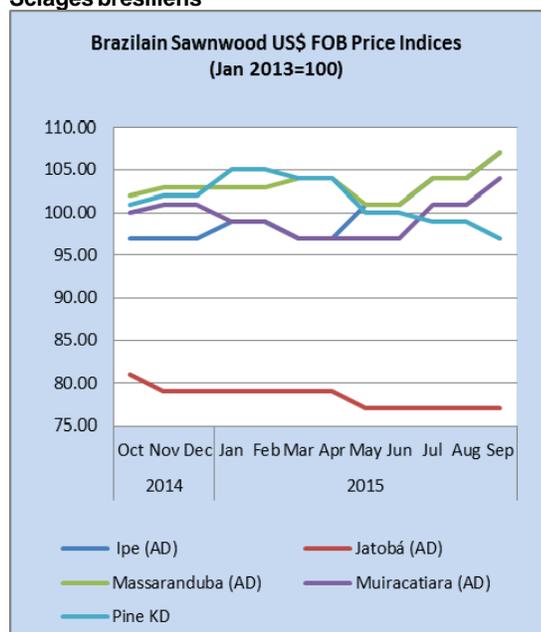
Sciages ouest-africains



Contreplaqués de pin brésilien et de feuillus malaisiens



Sciages brésiliens



Note: le jatobá est essentiellement destiné au marché chinois.

Déni de responsabilité: Bien que tout ait été mis en œuvre afin d'assurer l'exactitude des prix, ils sont publiés uniquement à titre indicatif. L'OIBT décline toute responsabilité concernant l'exactitude des informations publiées. Les avis et opinions exprimés ici sont ceux de nos correspondants et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'OIBT.

Service de l'Actualité des Marchés

Récents développements sur les marchés des produits bois africains

Volume 1, Numéro 4, novembre 2015



Le Service de l'actualité des marchés (MNS) est le résultat d'un projet de l'OIBT

(PD 700/13(I) Rev1 Phase1) financé par le Gouvernement japonais. Le MNS constitue seulement l'un des éléments de ce projet qui a pour objectif général d'éliminer les contraintes limitant l'expansion de la fabrication et du commerce de produits bois chez les producteurs africains.

South Africa

End of year construction holidays impact imports

Although this is the busy time of the year in the construction industry the flow of imports has virtually ended for the year. The South African construction industry traditionally closes on the 16 Dec and will resume work again in the second week of January. Importers place orders for shipment around the end of September so as not to hold too much stock during the quiet period of the year. Exporters will resume shipments in December for January arrival. Traditionally the mills and factories use this summer close-down period for annual maintenance.

Production problems affect pine market

The pine market has been reasonably firm due to the normal end of year demand as people try and finish contracts before the construction work ends to avoid penalties. The risk of penalties for late completion has been compounded by a lack of stocks at the mills due to strikes, electricity shortages (affects kiln output in particular) and some breakdowns. Millers will be carefully watching the market when business begins next year to see if this trend continues. The delays in construction completions have resulted in many mills having over full order books and, as a result, are missing delivery dates.

Tropical hardwoods face growing competition

Meranti's market share seems to be shrinking both because of substitutes as well as the exchange rate. The South African rand has fallen to an all-time low of R14.40 traders are trying to pass on the currency losses but there is a lot of resistance from buyers.

Meranti import volumes have fallen and stockists are reducing the number of sizes they are holding to make their stockholdings more efficient. FOB prices for meranti has dropped about US\$30/cu.m due to the weak ringit but still substitutes such as aluminium are eating into market share.

The market for wawa is in turmoil as producers especially in Ghana are falling behind on deliveries due to electricity problems. Slow delivery is also affected by the extended shipping/transit times. Alternatives to wawa from S. America are gaining ground because shipping times shorter. The story is the same for other African timbers such as acajou and edinam.

The market has been more active for species such as Okoume which exporters price in euro's which has been weak against the dollar. There has been an improvement in demand and sales of other African

species such as the mahoganies for the same reasons. Market interest in imported timbers such as Kiaat, (a protected tree in S. Africa) teak and rosewood is steady

Strengthening US – importers brace for end-user resistance to higher prices

Overall, the market for the American hardwoods remains steady despite the firming US dollar. Prices for US hardwoods seem to be bottoming out and importers anxiously wait to see the reaction of the market to rising US hardwood prices.

Panel market trends

The South African board markets remains firm except for concrete shutter-ply. A local producer, York, is expanding production capacity and has been actively importing shutter-ply during their mill expansion period. However, demand is not as robust as anticipated because of the delays in the government issuing their promised infrastructure contracts.

MDF and particleboard markets are showing the typical seasonal downward trend and this has been exaggerated by very competitive pricing of panel imports from Brazil and Europe.

The thin board market for hardboard and HDF has firmed mainly on the back of production problems at Masonite so sellers have been able to get some price increases through.

Quiet decking market

The domestic decking market is currently softening. South Africa is in the midst of a vicious drought so some maintenance is being postponed and the hospitality industry is also postponing refurbishments due to the low tourist arrivals caused by the visa regulations despite them being eased it is probably too late for the summer season as a lot of tourists have already booked to go elsewhere.

South Africa Economic Overview

The South African economy has run into a barrage of headwinds over the past 24 months which have had a substantial impact on demand for manufactured goods and capital investment specifically. Testament to this, the most recent Bureau for Economic Research (BER) Barclays Purchasing Managers' Index (PMI) fell to 48.1 in October, compared with a revised reading of 49.9 in September. This marked the third consecutive sub-50 reading.

In fact, the PMI has averaged 49.7 so far this year, suggesting the manufacturing industry contracted during this period. While electricity supply issues were to blame for the weak performance during the first half of the year, weak demand – both locally and from abroad – is to blame for the manufacturing sector not being able to gain traction in recent months even though the electricity situation improved since August. Looking forward, analysts expect demand conditions to remain constrained going into 2016 as the Chinese economic transition continues.

Municipal infrastructure expenditure to grow despite tough times for economy

Finance Minister Nhlanhla Nene delivered the Medium-Term Budget Policy Statement (MTBPS) to Parliament on October 21. The pressure mounting on the economy as a whole has put the finances in a difficult situation. In fact, between February when the 2015/16 Budget was tabled and now, the National Treasury has revised their real GDP growth forecast for the period 2015-17 down 0.6 percentage points on average, with the largest downward revision made to 2016 (2.6% to 1.7%).

These issues were compounded by substantial public sector wage increases that had been granted this year. Despite the government wage increases, Mr Nene reaffirmed his commitment to fiscal consolidation in the MTBPS, stating that no resources will be added to the spending ceiling over the next two years.

This meant that there was some reallocation of funds, including capital expenditure. The consolidated government expenditure outline proposes that spending on human settlement and municipal infrastructure will grow by 7.6% p.a. during 2015/16 – 2018/19. Overall, the medium term budget will see R542bn allocated to projects including roads, public transport, housing, water, education and health infrastructure.

The main expenditure categories are roads and public transport (R130bn), public housing (R60bn) and water infrastructure (R55bn). National Treasury also highlighted that in addition to the aforementioned outlay, infrastructure plans by large state-owned companies exceed R400bn over the next three years.

Healthy expansion of private sector construction

As for private sector construction, Statistics South Africa (StatsSA) data showed that the real value of recorded building plans passed by larger municipalities rose by 5% y-o-y during the January to August period this year. Residential buildings (which make up almost a half of total outlays) showed a 7.1% y-o-y increase during this period, while private sector spending on non-residential construction and additions & alterations respectively rose by 2.1% y-o-y and 4.3% y-o-y.

In turn, the real value of building reported as completed by larger municipalities were 2.9% y-o-y higher during the first eight months of the year as a 12.7% y-o-y increase in the residential category offset a 12.1% y-o-y drop in the non-residential sector.

To put the situation in a longer term perspective, the real value of building plans passed for the South African private sector grew at an average of 18.7% p.a. during the 2002-07 period on the back of the commodity super cycle. This was followed by four years of annual contractions as the global financial crisis took hold. Since then, the construction sector's nascent recovery has come under pressure amid a general environment of slowing GDP growth.

Nigeria

Construction industry under pressure

The construction industry represents one of Nigeria's main economic growth drivers. However, the industry has come under increasing pressure of late, and real value-added growth slowed to just 6.4% y-o-y in the second quarter, down from 11.2% y-o-y in the first quarter.

This slowdown is ascribed to various factors, one of which relates to markedly lower fiscal capital expenditure. Nigeria's persistent electricity supply woes will also continue to hamper growth in the construction industry.

On November 10, the president of the National Union of Civil Engineering, Construction, Furniture and Wood Workers confirmed that the industry had already lost roughly 70,000 jobs due to there being "no major ongoing capital projects in the country."

Unfortunately, with crude oil prices projected to remain near current lows next year, there is very little scope for an improvement over the short term. Another factor that may well contribute to a decline in activity in the construction industry relates to the central bank's staunch support for naira stability.

To shield the local unit and Abuja's level of foreign reserves from the adverse effects of the crude oil price shock, the Central Bank of Nigeria (CBN) has tightened forex liquidity significantly and introduced various forex restrictions and capital controls, which adversely impact on the business environment as traders struggle to acquire foreign currency to import materials and goods.

Economic overview

The non-manufacturing Purchasing Managers Index (PMI) increased to 51.9 in October, up from a reading of 50.1 the month before. While most of the industries incorporated in the headline index reflected increased activity during October, the construction industry continued to perform poorly.

More specifically, the construction PMI stood at 40.6 in October, and although this represents a slight improvement from September's reading of 37.5, construction continues to record the weakest PMI figure of all non-manufacturing industries. Also, the fact that the construction PMI remains below the 50-mark suggests that the industry remains well within contraction territory.

Turning to the construction-related sub-indices, business activity increased by one point to 40.6 in October, while new orders rebounded by 9.9 points following a particularly disappointing reading of 29.2 in September. The employment and inventory sub-indices reflected relatively small improvements in October. Regardless, when taking all of the above into consideration, it is clear that the construction industry remains under immense pressure.

Public Capital Expenditure – Nigeria's fiscus is heavily dependent on crude oil – the commodity usually accounts for roughly 70% of fiscal revenue. As a result, Abuja was forced to revise its fiscal budget following the sharp decline in global crude oil prices. The allocation for public capital expenditure was more than halved in the 2015 fiscal budget.

Figures from the central bank suggest that fiscal capital spending has declined in every quarter since the third quarter of 2014. Fiscal capital expenditure totaled a mere N118bn during the first half of 2015, 53.6% y-o-y lower compared to the value recorded a year earlier. Public spending on infrastructure projects often represents a key driver for industries such as construction and manufacturing. As such, the sharp decline in fiscal capital spending certainly does not bode well for these industries.

Algeria

Government plans to lower energy subsidies will increase housing costs

The outlook for the construction sector is mixed, with significant downside risk. On the positive side, the government adopted a supplementary budget in July in which it reduced tax rates on manufacturing companies from 23% to 19% as well as the tax rate on professional activities (or TAP) for manufacturers from 2% to 1%.

In addition, the government kept the tax rate on construction companies unchanged at 23%, but lowered their TAP from 2% to 1.5%. On the downside, though, the government is set to cut capital spending significantly, which will have a marked impact on the construction sector. Specifically, in

October, the government announced that it plans to cut fiscal spending by 8.8% to DZD7.98trn in 2016, mainly via a 16% cut in capital spending.

This comes as little surprise, as the government will need to reduce capital spending significantly in response to falling oil revenues. We forecast that capital spending as a percentage of GDP will continue to decline over the long term – it is set to fall to 9% of GDP by 2023, down from 15.8% of GDP on average over the past eight years.

Another potential concern is the possibility that domestic energy prices could increase. In this regard, the Economist Intelligence Unit (EIU) wrote in October that the Algerian government plans to cut subsidies on electricity, gas, petrol and diesel for industrial companies and other large-scale consumers.

Although this is long overdue, it may well have a significant short-term impact on industrial investment as low fuel prices are among Algeria's few competitive advantages. The authorities have also not provided any details regarding the proposed subsidy cuts and given how slow reforms tend to happen in Algeria, it might still be a long time before subsidy cuts are actually implemented.

A more immediate target has been to increase the tax rate on fuel products. Specifically, Algerie Presse Service (APS) reported that the value-added tax (VAT) rate has been increased from 7% to 17% on fuel, natural gas (for consumption levels exceeding 2,500 British thermal units [BTU] per quarter) and electricity (for consumption exceeding 250 kilowatt-hours per quarter).

Despite these potential risks, analysts expect the government to continue encouraging companies to invest in the steel and cement industries as part of their plans to reduce the import bill. As a potential signal of this, APS reported that the government plans to offer investment incentives by facilitating access to funding, to simplify tax procedures, and to set up preferential tax and customs procedures for the industrial sector.

Nevertheless, it is not clear that there will be sufficient domestic demand for the planned increased supply of construction materials if the government (which plays a large role in overall investment in the economy) is forced to cut capital spending.